

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 22/09/2022 de l'établissement SANOFI CHIMIE implanté 45, chemin de Météline BP 15 04200 SISTERON, les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Madame la Préfète les propositions suivantes.

Considérant les non-conformités relevées et les enjeux associés, conformément à l'article L. 171-8-I du code de l'environnement, il est proposé de **mettre en demeure** l'exploitant de respecter les prescriptions édictées, pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- nom : Mesures en continu Poussières totales, COT, HCl, HF, SO₂, NOx et NH₃ - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002 article : 28 - délai : 3 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure
- nom : Assurance Qualité des AMS – QAL3 - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002 article : 27 - délai : 1 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure



**PRÉFÈTE
DES ALPES-
DE-HAUTE-
PROVENCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Provence Alpes Côte d'Azur**

Unité inter-départementale des Alpes du Sud
84, rue des Artisans, ZI Saint-Joseph
04100 MANOSQUE

MANOSQUE, le 19/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/09/2022

Contexte et constats

Publié sur



SANOFI CHIMIE

45 chemin de Météline
BP 15
04200 Sisteron

Références : SFR/ALPE/DM/1674-2022
Code AIOT : 0006400839

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/09/2022 dans l'établissement SANOFI CHIMIE implanté 45, chemin de Météline BP 15 04200 SISTERON. L'inspection a été annoncée le 27/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SANOFI CHIMIE
- 45, chemin de Météline BP 15 04200 SISTERON
- Code AIOT : 0006400839
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- Ied : Oui

Le site de SANOFI Sisteron est spécialisé dans la fabrication de cinq principes actifs, et impliqué dans le pôle de compétitivité mondial « Orphème » consacré aux maladies orphelines et aux pathologies émergentes.

La spécificité de l'usine de Sisteron, qui fait partie des 3 sites de production les plus importants pour Sanofi en France, réside dans la complémentarité des deux activités :

- Le développement (R&D) des procédés chimiques qui met au point et transpose, à l'échelle industrielle, les procédés de fabrication des molécules issues de la recherche du groupe.
- La production des quantités de principes actifs livrés ensuite aux autres sites du groupe pour

conditionnement et distribution.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- **Mesure en continu des rejets atmosphériques**
 - QAL1 : certification des appareils de mesure en continu (aptitude d'un AMS à assurer sa fonction de mesurage) ;
 - QAL2 – AST : étalonnage des appareils de mesure en continu par comparaison à une méthode normalisée de référence ;
 - QAL3 : vérification de la dérive des appareils.

L'installation équipée de Systèmes Automatique de Mesurage (AMS) des rejets atmosphériques (analyseurs en continu) et contrôlée lors de l'inspection du 22 septembre 2022 est l'incinérateur de déchets du site.

- **Conformité des rejets et de la surveillance relative aux appareils de combustion (chaufferie)**

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Mesures en continu Poussières totales, COT, HCl, HF, SO ₂ , NOx et NH ₃	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	Assurance Qualité des AMS – QAL3	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Mesures en continu CO, O ₂ et H ₂ O	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28	/	Sans objet
3	Mesure en semi-continu des PCDD/F	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28	/	Sans objet
4	Assurance Qualité des AMS – QAL1	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	/	Sans objet
5	Assurance Qualité des appareils de mesure en continu – AST	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	/	Sans objet
6	Assurance Qualité des AMS – QAL2	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Conditions T, P, H ₂ O et O ₂	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 18	/	Sans objet
9	Soustraction de l'intervalle de confiance à 95 %	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 18	/	Sans objet
10	Mesures périodiques des polluants	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28	/	Sans objet
11	Indisponibilité de la mesure en continu	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 10-1 b)	/	Sans objet
12	Respect des VLE	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 10-1 b)	/	Sans objet
13	Applicabilité de l'AM2910 enregistrement	Arrêté Ministériel du 03/08/2018	/	Sans objet
14	Conformité des rejets	Arrêté Préfectoral du 15/01/2008	/	Sans objet
15	Quotas CO ₂	Arrêté Ministériel du 10/12/2021	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection sur le respect des procédures qualité QAL1, QAL2, QAL3 et AST des Systèmes Automatiques de Mesurage (AMS) de l'incinérateur de déchets du site a montré des non conformités qui doivent être corrigées dans les meilleurs délais :

- mesure en continu des COT sur la ligne d'incinération (titulaire et redondant) ;
- Procédure des contrôles QAL3 sur les AMS à rédiger et à déployer sur site pour suivre la dérive des appareils de mesures en continu.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28
Thème(s) : Actions nationales 2022, Mesures en continu Poussières totales, COT, HCl, HF, SO ₂ , NOx et NH ₃
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant doit réaliser la mesure en continu des substances suivantes : - poussières totales ; - substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT) ; - chlorure d'hydrogène, fluorure d'hydrogène et dioxyde de soufre ; - oxydes d'azote dès lors qu'une valeur limite est fixée et, le cas échéant, ammoniac en cas de traitement des oxydes d'azote par injection de réactifs Azotés.</p> <p>La mesure en continu du fluorure d'hydrogène (HF) peut ne pas être effectuée si l'on applique au chlorure d'hydrogène (HCl) des traitements garantissant que la valeur limite d'émission fixée n'est pas dépassée. Dans ce cas, les émissions de fluorure d'hydrogène font l'objet d'au moins deux mesures par an.</p> <p>La mesure en continu du chlorure d'hydrogène, du fluorure d'hydrogène et du dioxyde de soufre n'est pas nécessaire lorsque l'arrêté préfectoral d'autorisation autorise seulement l'incinération de déchets qui ne peuvent pas entraîner des valeurs moyennes de ces substances polluantes supérieures à 10 % des valeurs limites d'émission fixées pour ces substances.</p>
<p>Constats : Constat par polluant :</p> <p>1) Poussières totales : la concentration en poussières des fumées de l'incinérateur est mesurée en continu par l'analyseur (titulaire ou redondant) de marque DURAG. Sur site, 2 étiquettes de références différentes figurent dans le bloc de l'AMS : DR-800 et DR-820F. Le jour de l'inspection, l'exploitant n'est pas en capacité de nous fournir une explication sur cette incohérence et nous présente 2 certificats QAL1 (un pour le DR-800 et un pour le DR820F) valides au moment de la mise en service des AMS sur site en 2017. Par mail en date du 27/09/2022, l'exploitant nous indique après avoir vérifié auprès de son fournisseur que les analyseurs installés sur son site sont les DR-820F.</p> <p>2) COT : Selon le certificat QAL1 de l'analyseur multi-gaz MIR-FT des 2 AMS mis en place sur site, les 2 analyseurs (titulaire et redondant) ne sont certifiés que pour le polluant CH₄ soit une partie seulement des COT. L'exploitant ne mesure donc pas en continu la totalité des COT.</p> <p>3) HCl, SO₂, NOx, NH₃ : La surveillance en continu du HCl, du SO₂, des NOx (NO+NO₂) et du NH₃ est assurée par 2 AMS (AMS = Système Automatique de Mesurage) titulaire et redondant : l'analyseur multi-gaz MIR-FT de la marque ENVEA. Les analyseurs ont été mis en service en 2015.</p> <p>4) HF : L'exploitant effectue un traitement des fumées sur site sur la première partie de la ligne de traitement des fumées composée : - d'une colonne permettant, dans un premier temps, de refroidir brutalement les fumées (quench). Ensuite, une neutralisation des gaz acides est permise via l'ajout de soude ; - d'une colonne de lavage en milieu basique permettant une seconde étape de neutralisation des gaz acides. Ces étapes de traitement permettent l'abattage de HCl et HF. L'efficacité de ce traitement est validée par l'absence de dépassement sur les mesures en continu de HCl et sur les mesures semestrielles de HF.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Mesures en continu CO, O₂ et H₂O

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28
Thème(s) : Actions nationales 2022, Mesures en continu CO, O ₂ et H ₂ O
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Il doit également mesurer en continu dans les gaz de combustion : - le monoxyde de carbone ; - l'oxygène et la vapeur d'eau. La mesure de la teneur en vapeur d'eau n'est pas nécessaire lorsque les gaz de combustion sont séchés avant analyse des émissions.
Constats : L'exploitant réalise la mesure en continu du monoxyde de carbone (CO), de l'oxygène (O ₂) et de la vapeur d'eau. La surveillance de ces 3 paramètres est assurée par les 2 AMS (AMS = Système Automatique de Mesurage) titulaire et redondant : l'analyseur multi-gaz MIR-FT de la marque ENVEA. Les analyseurs ont été mis en service en 2015.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Mesure en semi-continu des PCDD/F

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28
Thème(s) : Actions nationales 2022, Mesure en semi-continu des PCDD/F
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : b) Disposition relative à la mesure en semi-continu des dioxines et furannes. b-1. Dispositions générales. L'exploitant doit réaliser la mesure en semi-continu des dioxines et furannes. Les échantillons aux fins d'analyse sont constitués selon la fréquence définie à l'annexe I.
Constats : L'exploitant effectue la mesure en semi-continu par l'analyseur AMESA-D du constructeur ENVEA. Les 2 AMS (titulaire et redondant) ont été mis en service en 2015.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Assurance Qualité des AMS – QAL1

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27
Thème(s) : Actions nationales 2022, Assurance Qualité des appareils de mesure en continu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'échantillonnage et l'analyse de toutes les substances polluantes, y compris les dioxines et les furannes, ainsi que l'étalonnage des systèmes de mesure automatisés au moyen de techniques de mesures de référence, doivent être effectués conformément aux normes en vigueur.</p> <p>Constats : L'exploitant nous a transmis au préalable de l'inspection les QAL1 suivants : - pour les AMESA-D : certificat TUV dont la date d'expiration est le 31/03/2019 pour 2 analyseurs (redondant et titulaire) mis en service en 2017 ; - pour les MIR-FT : certificat MCERT dont la date d'expiration est le 28/04/2019 pour 2 analyseurs (redondant et titulaire) mis en service en 2015; - pour les DR-820F : fourniture d'un certificat non conforme pour l'analyseur DR-800. Par mail après l'inspection, l'exploitant nous a indiqué que les analyseurs en service sur son site sont les DR-820F et nous avons pu trouver le certificat TUV pour le DR-820F sur le site du TUV avec une date d'expiration au 19/07/2022. > il convient que l'exploitant télécharge ce certificat QAL1 et mette en place un système de conservation et d'archivage des certificats QAL1 de l'ensemble des analyseurs présents sur site.</p> <p>Les AMS MIRFT et DURAG ont été installés en 2015 et l'AMESA en 2017. A ces dates de pose sur site, les certificats QAL1 sont encore en cours de validité.</p> <p>Sur les certificats QAL1 des équipements AMESA et MIRFT, il est spécifié une plage de température ambiante de fonctionnement de +5 à +40°C. Sur site, nous constatons que ces 2 AMS (titulaire et redondant) sont dans des baies dont la température est régulée.</p> <p>Le certificat QAL1 de l'AMS DURAG permet une utilisation de cet équipement en extérieur car la plage de température de fonctionnement est -20/ +50°C. Sur site, les AMS se trouvent en extérieur.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Assurance Qualité des appareils de mesure en continu – AST

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27
Thème(s) : Actions nationales 2022, Assurance Qualité des appareils de mesure en continu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'installation correcte et le fonctionnement des équipements de mesure en continu et en semi-continu des polluants atmosphériques ou aqueux sont soumis à un contrôle et un essai annuel de vérification par un organisme compétent.</p> <p>Constats : Des tests annuels de surveillance (AST) doivent être réalisés entre 2 procédures QAL2 qui sont à mener tous les 3 ans pour les installations d'incinération. L'AST est similaire à la procédure QAL2 et consiste en un « QAL2 allégé ».</p> <p>AST effectué en 2019 et 2020 et prochain AST prévue en novembre 2022. Un contrôle QAL2 a été effectué en 2021. Les contrôles AST sont réalisés conformément aux préconisations et prescriptions idoines pour l'ensemble des polluants.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Assurance Qualité des AMS – QAL2

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27
Thème(s) : Actions nationales 2022, Assurance Qualité des appareils de mesure en continu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Un étalonnage des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques ou aqueux doit être effectué au moyen de mesures parallèles effectuées par un organisme compétent.</p> <p>Pour les polluants gazeux, cet étalonnage doit être effectué par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, selon les méthodes de référence, au moins tous les trois ans et conformément à la norme NF EN 14181, à compter de sa publication dans le recueil des normes AFNOR.</p> <p>Constats : L'étalonnage des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques effectué au moyen de mesures parallèles effectuées par un organisme compétent correspondant à la procédure QAL2.</p> <p>L'exploitant a procédé au contrôle QAL2 de l'incinérateur du 26/10/2021 au 28/10/2021: rapports de Bureau Veritas pour l'AMS titulaire et le redondant.</p> <p>Il a été vérifié en amont de l'inspection le contenu du rapport QAL2 et notamment la conformité globale pour l'ensemble des paramètres et l'absence de réserve quant à l'intégration des droites d'étalonnage dans le système d'acquisition des AMS.</p> <p>Sur site, nous avons pu vérifier que les coefficients des courbes d'étalonnage du dernier rapport QAL2 (coefficients figurant dans le rapport n°797704_10614677_3_1 REV 0 pour l'AMS principal et le rapport n°797704_106146_77_3_2 REV0 pour l'AMS redondant) ont été saisies dans le système de conduite des installations (ABB).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Assurance Qualité des AMS – QAL3

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27
Thème(s) : Actions nationales 2022, Assurance Qualité des appareils de mesure en continu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'échantillonnage et l'analyse de toutes les substances polluantes, y compris les dioxines et les furannes, ainsi que l'étalonnage des systèmes de mesure automatisés au moyen de techniques de mesures de référence, doivent être effectués conformément aux normes en vigueur.
Constats : L'exploitant n'effectue pas de contrôle QAL3 sur ses AMS. L'exploitant doit mettre en place les contrôles QAL3 de ces AMS qui seront réalisés conformément à la norme NF EN 14181 et aux recommandations du guide FD X43-132 cités dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement. L'exploitant devra également définir une procédure QAL3 qui détaillera notamment les critères définis pour détecter les dérives des analyseurs.
Observations : Concernant l'analyseur de poussières, il conviendra également de prendre contact avec le fournisseur de cet équipement pour déterminer la faisabilité et les modalités du contrôle QAL3.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 18
Thème(s) : Actions nationales 2022, Conditions T, P, H ₂ O et O ₂
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les résultats des mesures réalisées pour vérifier le respect des valeurs limites d'émission définies à l'article 17 et celles spécifiées par l'arrêté préfectoral d'autorisation sont rapportés aux conditions normales de température et de pression, c'est-à-dire 273 K, pour une pression de 101,3 kPa, avec une teneur en oxygène de 11 % sur gaz sec, corrigée selon la formule de l'annexe V du présent arrêté. Toutefois, si les déchets sont incinérés dans une atmosphère enrichie en oxygène, les résultats des mesures peuvent être rapportés à une teneur en oxygène fonction de la particularité du cas d'espèce et fixée dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>Lorsque les émissions de substances polluantes sont réduites par un traitement des gaz de combustion, la valeur mesurée pour une substance polluante donnée n'est rapportée à la teneur en oxygène précisée plus haut que si celle-ci, mesurée au cours de la même période que la substance polluante concernée, dépasse la teneur standard en oxygène.</p>
<p>Constats : Inspection au niveau de l'ABB sur le polluant NO_x par l'AMS titulaire (choix par sondage du polluant).</p> <p>Les étapes de corrections par le système d'exploitation avant la fourniture de la valeur corrigée qui est reportée sur les données de l'autosurveillance du site sont les suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) mesure de la donnée brute en ppm in situ (correction au niveau de l'analyseur en température et pression) ; 2) correction de la mesure par la droite d'étalonnage fournie par le QAL2 pour l'AMS titulaire ($y = 1,13x - 1,34$) ; 3) correction de la mesure par l'humidité mesurée en continu par l'AMS ; 4) normalisation de la donnée en O₂ (à 11% sur gaz sec) ; 5) correction avec l'indice de confiance à 95% pour le polluant NO_x soit 20%. <p>Ces corrections et leur formule de calculs associé sont visibles sur le système de l'ABB.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Soustraction de l'intervalle de confiance à 95 %

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 18
Thème(s) : Actions nationales 2022, Soustraction de l'intervalle de confiance à 95 %
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les moyennes sur une demi-heure et les moyennes sur dix minutes sont déterminées pendant la période de fonctionnement effectif (à l'exception des phases de démarrage et d'extinction, lorsque aucun déchet n'est incinéré) à partir des valeurs mesurées après soustraction de l'intervalle de confiance à 95 % sur chacune de ces mesures. Cet intervalle de confiance ne doit pas dépasser les pourcentages suivants des valeurs limites d'émission définies à l'article 17 : Monoxyde de carbone : 10 % ; Dioxyde de soufre : 20 % ; Ammoniac : 40 % ; Dioxyde d'azote : 20 % ; Poussières totales : 30 % ; Carbone organique total : 30 % ; Chlorure d'hydrogène : 40 % ; Fluorure d'hydrogène : 40 %. Les moyennes journalières sont calculées à partir de ces moyennes validées. Pour qu'une moyenne journalière soit valide, il faut que, dans une même journée, pas plus de cinq moyennes sur une demi-heure n'aient dû être écartées. Dix moyennes journalières par an peuvent être écartées au maximum.
Constats : Inspection par sondage sur le paramètre NOx dans l'ABB, l'indice de confiance à 95% est de 20% pour les NOx.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Mesures périodiques des polluants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28
Thème(s) : Actions nationales 2022, Mesures périodiques des polluants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit, en outre, faire réaliser par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, deux mesures par an de l'ensemble des paramètres mesurés en continu et en Semi-continu.</p> <p>L'exploitant d'une installation d'incinération doit enfin faire réaliser par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, au moins deux mesures à l'émission par an du cadmium et de ses composés ainsi que du thallium et de ses composés, du mercure et de ses composés, du total des autres métaux (Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V), des dioxines et furannes.</p> <p>Au cours de la première année d'exploitation, une telle mesure externe de l'ensemble des composés mentionnés à l'alinéa précédent et des paramètres suivis en continu et semi-continu est réalisée tous les trois mois. Les résultats des teneurs en métaux devront faire apparaître la teneur en chacun des métaux pour les formes particulaires et gazeuses avant d'effectuer la somme.</p>
<p>Constats : L'exploitant fait réaliser deux mesures par an de l'ensemble des paramètres mesurés en continu et en semi-continu ainsi que les métaux par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe.</p>
<p>Observations : Lors de la réception des résultats de ces mesures comparatives ainsi que des résultats des contrôles inopinés déclenchés par l'administration, il convient que l'exploitant vérifie que les résultats de mesure fournis par ses analyseurs sont comparables à ceux obtenus par les organismes intervenants sur les mêmes intervalles de temps.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Indisponibilité de la mesure en continu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 10-1 b)
Thème(s) : Actions nationales 2022, Indisponibilité analyseurs – Compteurs des 10h consécutives et 60h/an
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le temps cumulé d'indisponibilité d'un dispositif de mesure en continu ne peut excéder soixante heures cumulées sur une année. En tout état de cause, toute indisponibilité d'un tel dispositif ne peut excéder dix heures sans interruption.
Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant nous présente le suivi mensuel en cumulé des indisponibilités de ces AMS (à date d'août, nous constatons moins de 10h d'indisponibilité des AMS depuis le début de l'année). Les indisponibilités sont visuellement affichées sur l'écran de supervision par une couleur rouge des TAGS correspondant pour alerter l'opérateur. Par mail du 27/09/2022, l'exploitant complète ces éléments de réponse fournis lors de l'inspection. Il n'y a pas d'arrêt automatique de l'incinérateur en cas d'indisponibilité des AMS mais l'exploitant dispose d'une procédure sous format Fiche Reflexe SSN.IM.014.V1 qui indique clairement la marche à suivre en cas de risque de dépassement si indisponibilité d'un des 2 AMS DR-820F ou multigaz MIR-FT (basculer en gaz naturel et arrêt de l'incinération de déchets).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Respect des VLE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 10-1 b)
Thème(s) : Actions nationales 2022, Respect des VLE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Valeurs limites d'émission dans l'air. - Les installations d'incinération sont conçues, équipées, construites et exploitées de manière à ce que les valeurs limites fixées à l'annexe 1 ne soient pas dépassées dans les rejets gazeux de l'installation. Les installations de co-incinération sont conçues, équipées et exploitées de manière à ce que les valeurs limites fixées à l'annexe II ou déterminées conformément à l'annexe II ne soient pas dépassées dans les rejets gazeux. En cas de co-incinération de déchets municipaux en mélange et non traités, les valeurs limites sont déterminées conformément à l'annexe I et l'annexe II ne s'applique pas.
Constats : En amont de l'inspection, l'exploitant nous a fait parvenir 4 rapports d'analyse semestrielle (2 pour 2020 et 2 pour 2021) pour lesquelles il n'y a aucun dépassement des VLE (Valeur Limite d'Emission).
Observations : Lors de la réception des résultats de ces mesures comparatives ainsi que des résultats des contrôles inopinés déclenchés par l'administration, il convient que l'exploitant vérifie que les résultats de mesure fournis par ses analyseurs sont comparables à ceux obtenus par les organismes intervenants sur les mêmes intervalles de temps.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Applicabilité de l'AM2910 enregistrement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018
Thème(s) : Risques chroniques, Applicabilité de l'AM2910 enregistrement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant dispose de la liste de ses installations de combustion et est en mesure de justifier du classement de l'installation au régime de l'enregistrement. Il devra justifier des dates de mise en service de ces installations, et du type de combustible utilisé.</p> <p>Constats : L'exploitant a été en mesure de justifier de la liste de ses appareils de combustion, de leur combustible, et de leur puissance. Il apparaît que leur soumission au régime de l'Enregistrement pour la rubrique 2910, et à l'arrêté lié du 03/08/2018 est confirmé. L'arrêté préfectoral du site n'est plus cohérent avec la situation actuelle des installations de combustions, suite au changement de la nomenclature et à des changements de technologie de la part de l'exploitant (brûleurs bas NOx..). Un arrêté préfectoral complémentaire viendra remettre en cohérence ces éléments, en guise de clarification.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Conformité des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2008
Thème(s) : Risques chroniques, Conformité des rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant doit respecter les valeurs limites d'émission les plus contraignantes issues soit de la réglementation générale (AM du 03/08/2018) soit de ses prescriptions spécifiques issues de son AP du 15/01/2008.</p> <p>Constats : L'exploitant a transmis ses deux derniers rapports de contrôle par un organisme agréé (Bureau Veritas) datant de 11/2020 et 04/2022. Ces deux rapports montrent d'une part que l'exploitant respecte la fréquence de contrôle attendue (fixée dans l'arrêté ministériel du 03/08/2018), soit tous les deux ans, mais aussi les valeurs limites d'émission. Les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation de janvier 2008, concernant les chaudières, ne sont pas mises en oeuvre. Toutefois, ces dispositions ne sont plus adaptées aux chaudières installées sur site (plus de chaudière fuel, plus de rejet de poussière à surveiller considérant la présence du seul gaz en tant que combustible...).</p> <p>L'exploitant, respectant l'arrêté ministériel de prescriptions générales, la situation est donc conforme. L'arrêté d'autorisation sera repris pour être remis en cohérence.</p> <p>Notons que les rapports BV comportent toutefois quelques erreurs auxquelles il convient que l'exploitant soit attentif (VLE, puissance des chaudières..). L'exploitant avait identifié ces erreurs.</p> <p>Il est rappelé qu'en sus de la surveillance sur les chaudières une surveillance une fois tous les cinq ans est attendue sur les groupes électrogènes de secours de puissance > 1MW, sur le seul paramètre CO.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/12/2021
Thème(s) : Risques chroniques, Quotas CO ₂
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant doit être en mesure de justifier que ses installations de combustion ne le soumettent pas au système d'échange des quotas CO₂.</p> <p>Constats : La fourniture par l'exploitant de la liste des installations de combustions, et de leur puissance respective permet de statuer sur le classement de l'exploitant au titre du SEQE (Système d'Echange de Quotas d'Emission de gaz à effet de serre).</p> <p>En effet, pour se comparer au seuil de 20 MW de la réglementation SEQE (Annexe de l'article R.229-5) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - on ne compte pas les incinérateurs de déchets dangereux (ni les incinérateurs de déchets municipaux) - on ne compte pas les appareils < 3 MW <p>Pour SANOFI, les appareils concernés sont donc les 2 chaudières gaz et le groupe électrogène de secours > 3MW.</p> <p>La puissance totale obtenue est inférieure à 20MW.</p> <p>L'inspection rappelle que toute modification technologique (changement de chaudière, ajout de GE (même de secours) >3MW et susceptible de faire rentrer l'exploitant dans le SEQE, et que toute modification de ce type est considérée comme notable et doit être portée à la connaissance de l'administration.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

